Document généré le 12 oct. 2024 00:03

L'Actualité économique

Agricultural Policy and Trade Liberalization in the United States 1934-1956, par ALLAN RAU. (Collection « Études d'histoire économique, politique et sociale »). Un vol., 6½ po. x 9½, 160 pages. — LIBRAIRIE E. DROZ, 8, rue Verdaine, Genève, 1957

Camille Martin

Volume 33, numéro 1, avril–juin 1957

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1001221ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1001221ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)
1710-3991 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1957). Compte rendu de [*Agricultural Policy and Trade Liberalization in the United States 1934-1956*, par ALLAN RAU. (Collection « Études d'histoire économique, politique et sociale »). Un vol., 6½ po. x 9½, 160 pages. — LIBRAIRIE E. DROZ, 8, rue Verdaine, Genève, 1957]. *L'Actualité économique*, *33*(1), 178–179. https://doi.org/10.7202/1001221ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1957

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Tous ceux qui portent un intérêt incontestablement croissant à ce phénomène économique de la pénétration commerciale des grandes puissances dans les zones sous-développées de la planète, devront prendre bonne note de la publication de cet ouvrage. Camille Martin

Agricultural Policy and Trade Liberalization in the United States 1934-1956, par ALLAN RAU. (Collection «Études d'histoire économique, politique et sociale»). Un vol., 6½ po. × 9½, 160 pages. — LIBRAIRIE E. DROZ, 8, rue Verdaine, Genève, 1957.

En 1921, l'agriculture américaine est entrée dans une période de dépression qui l'a placée dans une situation défavorable du point de vue de l'économie générale du pays; et les mesures prises à partir de 1933, pour parer à cet état de chose, étant à base de restrictions au commerce extérieur, se sont trouvées diamétralement opposées à la politique tendant à la libération du commerce inaugurée à Washington en 1934. Le conflit, inscrit dans les lois, est resté à l'état plus ou moins latent, si l'on peut dire, jusqu'en 1951, alors que la baisse des prix des produits agricoles, en déclenchant le mécanisme de soutien des prix, a obligé le gouvernement, d'une part à écouler à n'importe quel prix sur les marchés extérieurs des stocks excédentaires de denrées et, d'autre part, sous l'influence de puissants intérêts agricoles, à accroître la protection tarifaire aux produits agricoles américains, poussant par là à l'évidence le conflit entre la politique commerciale et la politique agricole.

La présente analyse de ce conflit de politiques remonte à l'origine par un examen des raisons qui ont amené la situation défavorable de l'agriculture après 1921 et, ensuite, des premières mesures adoptées pour enrayer le mal. Dans cette première partie, l'on voit se dessiner la voie qui conduit à la solution actuelle du problème agricole, les restrictions sur le commerce international.

En passant en revue la période commençant en 1933, l'auteur montre comment le conflit s'est développé et quelles en sont les implications. L'importance des stocks de produits agricoles que le gouvernement a accumulés, l'étendue des contrôles de production, les subsides à l'exportation et les restrictions à l'importation auxquels il a eu recours témoignent de l'envergure du conflit, de même que les réactions qui se sont manifestées dans certains organismes internationaux en laissent entrevoir les conséquences sur l'économie mondiale.

Ce ne serait toutefois pas le but de la politique agricole, à savoir la hausse et la stabilisation du revenu du cultivateur américain, qui serait ici en cause mais plutôt les moyens de l'atteindre. La politique agricole actuelle et les restrictions au commerce qu'elle suppose placent l'agriculture américaine en marge de l'économie internationale libre. En effet, les restrictions à l'importation empêchent les autres pays d'atteindre le marché américain; la politique de soutien des prix place plusieurs produits américains dans un état d'infériorité sur les marchés mondiaux; les lourds stocks de denrées agricoles que porte le gouvernement tendent toujours à s'accroître et poussent à prendre des méthodes peu orthodoxes

d'en disposer sur les marchés internationaux, avec les graves conséquences sur la stabilité du marché qui en résultent.

L'auteur est d'avis cependant que le gouvernement américain pourrait poursuivre le même but par d'autres moyens qui ne seraient pas en désaccord avec la politique commerciale du pays et il s'en explique dans la dernière partie de l'ouvrage qui traite des solutions au problème. Il étudie d'abord la possibilité d'en revenir à une économie de complète liberté sans aucune intervention gouvernementale touchant les prix des produits agricoles et les revenus des cultivateurs; et en second lieu, la possibilité de substituer aux prix de soutien des allocations directes. Il suggère aussi d'autres solutions mais il est évident qu'aucune ne peut seule résoudre le problème qui résistera à tous les efforts tant qu'on ne l'abordera pas tel qu'il doit l'être, ce qui suppose d'abord que les cultivateurs américains et leurs représentants au Congrès se sont rendus compte que c'est la politique agricole et non pas la politique commerciale qui est fautive. C'est là la première condition du règlement du conflit. Camille Martin

Les mesures des progrès économiques et l'idée d'économie progressive, par FRANÇOIS PERROUX. Série I, Cahier No 1. Un vol., 8½ po. × 11, 50 pages. — INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE, Paris, 1956.

L'I.S.E.A. a récemment entrepris de nombreux travaux sur le développement économique. F. Perroux, son directeur, commence avec ce premier cahier, un «état provisoire» de ses recherches sur la théorie du progrès économique. On saisira sans peine l'intérêt d'une telle publication en constatant l'influence de la pensée de François Perroux sur toute une jeune génération d'économistes peu satisfaits des vues mécanistes et formalistes qui leur ont été léguées.

Dans le domaine de la théorie de la croissance, on a assisté depuis une dizaine d'années à l'éclosion d'études extrêmement nombreuses, souvent partielles, où, plus ou moins implicitement, le type de développement constaté chez les pays industriels était plaqué sur les pays sous-développés avec un minimum d'adaptation. Des instruments de mesures, des baromètres d'activité, calculés dans les pays les plus avancés en fonction d'une structure définie étaient recalculés de la même façon dans les pays de dimension économique et de structure très différente.

Le premier cahier de François Perroux est consacré à une reconsidération de ces deux attitudes. L'auteur doit donc répondre à deux questions: comment se mesure le progrès économique? Et qu'est-ce qu'une économie progressive?

En réponse à la première question, François Perroux passe en revue les divers types de mesures utilisées jusqu'ici. Entre les indices trop simples qui ne dégagent qu'un aspect de la question, ceux qui sont trop complexes pour être interprétés correctement, ou ceux enfin dont le principe est franchement inacceptable, l'observateur ne peut pas tirer des renseignements qui permettraient d'en arriver à une idée bien précise du rythme de développement.